

- L'interdiction des pesticides et intrants chimiques;
- Le refus de toutes formes d'avantages fiscaux pour Monsanto, du genre RIE 3, que nous avons combattu victorieusement;
- La condamnation des crimes que commet Monsanto.

Il est cependant évident que cela ne suffira pas pour diminuer de façon sensible et dans le monde entier le pouvoir de ces entreprises. Il faudra donc oser faire le pas vers une réflexion plus stratégique: comment mettre à genoux les géants de l'agrobusiness? Quel mouvement international pour porter cet objectif? Quelles revendications avancer, quel rapport de forces construire? Histoire de ne pas se retrouver dans trente ans pour continuer à protester contre Monsanto...

CE DÉBAT VOUS INTÉRESSE, CES REVENDICATIONS VOUS PARLENT?

Prenez contact avec le Groupe de travail écosocialiste de solidarité Vaud. Celui-ci se réunit une fois par mois environ. Dans un cadre informel, nous discutons de différentes thématiques liées à l'écologie et organisons des mobilisations et activités sur ces questions, en lien avec le mouvement solidaritéS.

N'hésitez pas à nous rejoindre!

NOS VIES VALENT PLUS QUE DES PROFITS DE MONSANTO



solidaritéS

Groupe Ecosocialiste

vaud@solidarites.ch
solidarites.ch/vaud

facebook.com/
solidarites.vaud

NON À L'IMPUNITÉ

Le 18 avril 2017 à La Haye, le Tribunal Monsanto, un tribunal citoyen composé de 5 experts bénévoles du droit international a reconnu l'entreprise Monsanto coupable des chefs d'accusation suivants :

- Atteinte au droit à un environnement sûr, propre, sain et durable;
- Atteinte au droit à l'alimentation;
- Atteinte au droit au meilleur état de santé que toute personne est capable d'atteindre;
- Atteinte à la liberté de la recherche scientifique, tel que reconnue par le droit international;
- Coupable de crime d'écocide et complicité de crime de guerre.

POLLUTION EN TOUT GENRE

Le système agricole que promeut Monsanto entraîne une spirale de pollution. Ses produits polluent à leur fabrication, nécessitent des produits chimiques qui détruisent les sols contraignant les agriculteurs·trices à y épandre des engrais chimiques. Leurs terres ne servent alors plus que de support à une agriculture totalement artificialisée, déconnectée des cycles naturels. La boucle est bouclée : semences-pesticides-engrais-semences. De ce modèle de production, il ne résulte que des eaux et des aliments gorgés de pesticides dont les multiples effets, des allergies aux cancers, sont bien connus aujourd'hui.

ATTEINTE À LA SOUVE- RAINÉTÉ

Monsanto a généré un formidable piège dans lequel des centaines de milliers d'agriculteurs·trices sont pris aujourd'hui. Non seulement ils doivent racheter chaque année de nouvelles semences à la firme, mais ils·elles sont aussi obligés de lui acheter des quantités importantes d'engrais sans

quoi leurs champs dépérissent. En brevetant toujours plus d'espèces et en étant propriétaire des semences de millions d'agriculteurs·trices, Monsanto exerce un pouvoir oligarchique sur toutes nos sociétés. Ce pouvoir, loin de satisfaire les besoins réels des populations, poursuit surtout un seul objectif : un profit maximal pour ses dirigeants et ses actionnaires.

POUR UN ÉCO- SOCIALISME

Il est crucial et urgent de rompre avec l'agro-industrie mondialisée qu'incarne Monsanto. Les besoins fondamentaux de toutes et tous doivent être garantis : accès démocratiquement contrôlé à une nourriture saine et diversifiée dont la production respecte les cycles fondamentaux de la nature. Dans cette perspective, les intérêts sociaux et environnementaux à toutes les échelles doivent primer sur les profits indécentes d'une poignée de dirigeants et actionnaires. Il est donc indispensable de promouvoir une agriculture paysanne, diversifiée, résiliente et peu carbonée assurant un revenu suffisant aux agriculteurs·trices.

AU-DELÀ DES MANI- FESTATIONS

Depuis cinq ans, les manifestations mondiales contre la multinationale se multiplient et se répètent. C'est là un acquis extrêmement positif, signifiant le refus du monde que nous préparons les multinationales de l'agrobusiness comme Dow Chemical, Syngenta, Bayer, BASF, DuPont, etc.). Autour de ce refus des revendications minimales peuvent être avancées, comme :

- La reconnaissance de la souveraineté alimentaire comme principe constitutionnel;
- L'interdiction des semences et animaux génétiquement modifiés;